

Document

Articles de presse d'août 2011

Table des matières

France

Economie

- Comment ils trustent votre assiette. (07.08)
- «La France sauve son AAA au moins jusqu'à l'élection présidentielle». (26.08)
- Plan d'austérité: Les principales mesures annoncées. (26.08)

International

Economie

- Le soulagement sur la dette américaine sera de courte durée. (02.08)
- Le plafond d'endettement, cache-misère de la dette. (02.08)
- Etats-Unis : "Les plus pauvres vont faire les frais de la crise de la dette". (04.08)
- La Chine s'en prend à Washington et au statut du dollar. (07.08)
- À quoi ressemble un krach boursier ? (09.08)
- Ces «hedge funds» qui s'enrichissent dans la crise. (12.08)
- Le dernier plan d'austérité adopté par le gouvernement italien. (13.08)
- L'économie entre dans une "phase dangereuse". (14.08)

Un article lemonde.fr du 1er août

Aux Etats-Unis, les salariés d'Ikea dénoncent un management "digne des plantations" et adhèrent à un syndicat. (02.08)

Danville, Virginie, sur la côte Est des Etats-Unis. C'est dans cette petite ville de 43 000 habitants que tourne la seule usine Ikea du pays. En 2008, elle avait été accueillie avec espoir dans cette région rurale, minée par le déclin de l'industrie textile et du tabac. "*Les habitants ne pouvaient croire en leur bonheur*", rapporte le *Los Angeles Times*. L'Etat et le gouvernement local partageaient le même enthousiasme, offrant 12 millions de dollars (8,3 millions d'euros) pour inciter l'entreprise à s'implanter dans cette zone déshéritée et à y créer de l'emploi. Trois ans plus tard, 335 ouvriers y travaillent, selon le quotidien américain. Ils ont rapidement déchanté.

En témoigne le vote de ces employés, peu commun dans une entreprise privée américaine. Le 27 juillet, ils ont décidé par 221 voix contre 69 de se faire représenter par un syndicat – l'International association of machinists and aerospace workers – appartenant à l'une des principales fédérations américaines (l'American Federation of labor and congress of industrial organizations). Et ce, malgré la campagne menée par le cabinet juridique Jackson Lewis LLP, réputé pour ses stratégies anti-syndicales dans les entreprises qui l'emploient. La direction aurait même organisé des réunions dans l'usine pour dissuader les ouvriers de franchir ce cap.

"IKEA REGARDE LES ÉTATS-UNIS COMME LES AMÉRICAINS REGARDENT LE MEXIQUE"

Mais rien n'y fit. Cité par l'agence Bloomberg, le représentant syndical Bill Street établit la liste des griefs : bas salaires, discriminations, horaires lourds, suppression des augmentations, rythme de travail frénétique, heures supplémentaires obligatoires... Ce dernier reproche n'est d'ailleurs pas des moindres. "*A New York, les heures sup' ne sont pas tellement problématiques, mais dans ces communautés rurales, très orientées vers les valeurs familiales et religieuses, ces conditions de travail sont apparues inacceptables*", explique le syndicaliste, qui dénonce des pratiques du management "*dignes des plantations*". Par ailleurs, les ouvriers se plaignent de ne connaître leur planning du week-end que le vendredi, et d'être sanctionnés s'ils ne peuvent pas venir. Des problèmes de sécurité au travail sont évoqués. Enfin, six ex-employés noirs ont déposé plainte, s'estimant victime de discrimination raciale.

Autre motif d'indignation des salariés : la différence de traitement avec l'Europe. Pour Bill Street, le sentiment d'injustice n'est pas étranger à cette prise de conscience : ailleurs, Ikea sait suivre un autre modèle, et montrer un autre visage. Aux Etats-Unis, l'usine se comporte "*de manière non suédoise*", a ainsi estimé un quotidien stockholmsois cité par Bloomberg. Le leader du mobilier de maison profiterait de la moindre protection des travailleurs américains : "*C'est ironique, lance Bill Street. Ikea regarde les Etats-Unis comme la plupart des Américains regardent le Mexique.*" Et de préciser : à Danville, les employés à temps plein débutent avec un salaire horaire de 8 dollars (5,50 euros), contre 19 dollars (13 euros) en Europe. Les premiers ont douze jours de congés, dont huit à des dates déterminées par la compagnie, quand les Européens bénéficient de cinq semaines.

DERRIÈRE LE CODE DE CONDUITE

Ce réquisitoire ne manque pas de venir entacher "*la réputation d'Ikea, globalement perçue comme une entreprise respectueuse des conditions de travail et de l'environnement*", relève l'agence Associated Press. Le groupe se targue notamment de respecter un code de conduite baptisé Iway (PDF), qui concerne entre autres les conditions de travail de ses employés, l'environnement et surtout, en l'occurrence, la liberté d'association et de négociation collective. Ikea a d'ailleurs officiellement accepté le vote des employés de Danville et annoncé qu'il coopérerait avec le syndicat, tout en niant les plaintes concernant le groupe. Mais ce n'est pas la première fois que la firme voit son image dégradée : révélation du recours à des paradis fiscaux ici, destruction d'espaces naturels protégés là, ou encore grèves contre des salaires trop bas.

Au-delà des ambiguïtés d'Ikea, les défenseurs américains du droit du travail espèrent voir, derrière ce vote, une victoire qui viendrait relancer une machine syndicale en perte de vitesse. Le taux d'adhésion atteint actuellement ses plus bas records, note Bloomberg : il concerne moins de 7 % des employés du privé. Un chiffre plus élevé qu'en France, où seulement 5 % de ces salariés sont syndicalisés selon l'Insee. Mais le système fonctionne différemment. Aux Etats-Unis, à l'image de l'élection de Danville, les salariés votent pour

la présence du syndicat dans leur entreprise. Dans de nombreux Etats, tous les salariés sont alors obligés d'adhérer et de cotiser pour le syndicat élu. Ce n'est pas le cas en Virginie, où s'applique la législation baptisée "*droit au travail*" (Right-to-work). Y est interdit tout accord entre syndicats et entreprises qui imposerait aux employés, pour obtenir ou conserver leur poste, d'adhérer et de payer un syndicat. Cette loi, qui a pour conséquence d'affaiblir le syndicalisme, limite la portée de ce vote à l'usine Ikea de Danville, selon un porte-parole de l'organisation de défense des droits du travail "*National right to work Committee*".

Un article de Reuters du 1er août

Le soulagement sur la dette américaine sera de courte durée. (02.08)

L'accord en vue pour relever le plafond de la dette publique des Etats-Unis est au mieux un léger soulagement pour une économie américaine qui a pratiquement stagné au premier semestre et ne donne guère de signe d'amélioration.

Barack Obama a annoncé tard dimanche soir que les dirigeants démocrates et républicains s'étaient mis d'accord in extremis sur le relèvement du plafond de la dette américaine, écartant le risque de voir la première puissance économique mondiale en situation de défaut de paiement.

Si les parlementaires l'approuvent, le plan prévoyant de réduire de 2.400 milliards de dollars les dépenses publiques sur dix ans rassurera investisseurs, entreprises et consommateurs alors que l'on évoquait un nouvel effondrement du secteur financier américain.

Mais la menace d'une perte par les Etats-Unis de leur triple A demeure avec les risques qu'elle comporte pour les coûts de financements, et la perspective d'autres baisses des dépenses n'offre pas d'occasion de se réjouir.

"Cela aura un impact minimal sur l'économie. Il n'y aura pas de baisse de dépenses au cours des deux prochaines années, ce qui amène à se demander si elles se produiront vraiment", a réagi Peter Morici, professeur d'économie à l'université du Maryland.

Pour beaucoup d'observateurs, la réduction des dépenses publiques est la dernière chose dont les Etats-Unis ont besoin à l'heure actuelle.

UNE ÉCONOMIE AU POINT MORT

Les premiers chiffres du PIB américain au deuxième trimestre, publiés vendredi, ont stupéfait les économistes. La statistique a montré que les Etats-Unis avaient enregistré une croissance de 1,3% en rythme annualisé, au lieu de la progression de 1,8% attendue.

La surprise a été d'autant plus mauvaise que la performance de la première économie mondiale au cours des trois premiers mois de l'année a été révisée en forte baisse, montrant qu'elle a frôlé la contraction au premier trimestre en dégagant péniblement une croissance de 0,4% en rythme annualisé, contre 1,9% affiché précédemment.

La menace d'une rechute de l'économie aura permis aux républicains et aux démocrates de s'accorder sur un point: la baisse des dépenses publiques destinée à réduire les déficits devra être progressive. De fait elle ne commencera pas avant 2013.

S'exprimant dimanche soir devant la presse, le président Barack Obama a déclaré que la première phase de réduction de dépenses, évaluée à 917 milliards de dollars, ne serait pas *"brutale au point de constituer un frein à l'économie"*.

Quelque 1.500 milliards de dollars d'économies devront être définies par une commission bipartisane du Congrès, laissant en suspens la question de savoir si les Etats-Unis ont la volonté politique de résorber leur endettement une fois pour toutes.

Selon Troy Davig, économiste de Barclays Capital, l'accord annoncé ne réduirait les dépenses publiques que de 25 à 30 milliards de dollars au cours de la première année, ce qui pourrait entamer la croissance économique d'un dixième de point de pourcentage.

"Ce n'est pas un frein majeur à la croissance, mais quand l'économie ne progresse que d'un point et demi, beaucoup d'économistes pensent que ce n'est pas le bon moment de se mettre à la maîtrise budgétaire. Nous passons d'un soutien massif à l'économie à une maîtrise massive."

Des réductions plus rapides et de plus grande ampleur auraient pu envoyer au tapis une économie rendue chancelante par les cours élevés du pétrole, les intempéries, le séisme au Japon et la déprime qui sévit toujours sur le marché de l'immobilier.

Il y a une semaine encore, un nouveau plan de soutien à l'économie était évoqué, prévoyant par exemple la reconduction d'exonérations fiscales pour employés et employeurs.

Ces propositions semblaient dimanche avoir disparu de l'accord préliminaire. La commission bipartisane, qui doit proposer de nouvelles réductions de dépenses d'ici novembre, pourrait toutefois revenir sur cette question.

FRILOSITÉ

Certes, un certain soulagement pourrait s'emparer des entrepreneurs et des consommateurs puisque leurs impôts ne devraient pas augmenter et que le scénario catastrophe a été évité.

A de multiples reprises, l'administration Obama a mis en garde contre le chaos que provoquerait le non-relèvement d'ici mardi du plafond de l'endettement américain.

Cette angoisse est venue s'ajouter aux inquiétudes déjà nombreuses de consommateurs soucieux de leur avenir, qui les incitent à ralentir leurs dépenses.

L'industrie automobile a saisi l'opportunité de la publication de ses résultats pour souligner que l'indécision des ménages américains était perceptible dans ses ventes.

Cette frilosité a été également ressentie dans le marché de l'immobilier avec l'annonce d'une hausse sensible au mois de juin du nombre des annulations de promesses de vente.

Mais l'apaisement risque d'être de courte durée. Dès vendredi, les chiffres de l'emploi devraient rappeler que le taux de chômage continue de caracoler à 9,2%, selon les prévisions d'économistes interrogés par Reuters.

L'accord sur le budget "*ne fait rien pour rétablir la confiance des ménages et des entreprises*", a souligné Mohammed El-Erian, directeur général du géant de l'investissement obligataire PIMCO.

"Le chômage sera donc plus élevé qu'il ne l'aurait été autrement, la croissance plus faible qu'elle ne l'aurait été autrement et l'inégalité pire qu'elle ne l'aurait été autrement", a-t-il dit sur la chaîne de télévision ABC.

Un article d'AP du 1er août

Le plafond d'endettement, cache-misère de la dette. (02.08)

Le compromis sur la dette américaine est présenté comme un succès, aussi bien par le camp démocrate du président Obama que par l'opposition républicaine, mais la réalité est que ce plafond n'a jamais vraiment existé. Il a déjà été relevé 78 fois depuis 1960 sans résoudre le véritable problème: l'endettement.

Chaque fois que le plafond de la dette des Etats-Unis a été atteint, il a été repoussé, forçant le Congrès à voter des mesures impopulaires, sans toutefois jamais prendre celles qui permettraient réellement de réduire les dépenses de l'Etat fédéral, d'augmenter ses recettes et d'équilibrer le budget.

Il est plus facile de tempêter contre la dette que de la maîtriser et la classe politique rejoue inlassablement la même scène. Cette fois cependant, les clivages sont plus marqués en raison de la radicalisation des positions, non seulement entre démocrates et républicains mais aussi avec l'apparition au Congrès d'une frange plus "dure" des conservateurs, celle du mouvement du Tea-Party, qui compte environ 80 élus et exclut tout compromis, surtout à l'approche de la présidentielle de 2012 et de la candidature annoncée du chef de l'Etat à sa propre succession.

Toute l'hypocrisie du processus a été résumée par un témoin qui s'y prêta en son temps: Barack Obama. En 2006, ce jeune sénateur démocrate de Chicago (Illinois) avait voté contre le relèvement du plafond de l'endettement demandé par le président en exercice, le républicain George W. Bush.

A l'époque, il avait qualifié le procédé de "*signe d'échec des dirigeants*", respectant la tradition qui veut que l'on rejette la faute sur le chef de la Maison Blanche, quand bien même c'est le Congrès qui vote les dépenses à l'origine des déficits, laissant les présidents éviter le défaut de paiement. Barack Obama fait désormais figure d'arroseur arrosé.

"*Quand vous êtes sénateur (...) c'est toujours un mauvais vote*", reconnaissait-il dans un entretien à l'Associated Press le 15 mai. "*Personne n'aime être étiqueté comme celui qui a augmenté la limite de l'endettement (...) mais en tant que président, on ne peut pas jouer avec ça*". Et de reconnaître son erreur de 2006, y voyant "*simplement l'exemple d'un nouveau sénateur qui fait un vote politique au lieu de faire ce qui est important pour le pays*".

Le relèvement du plafond est présenté comme un blanc-seing pour l'endettement alors que ce n'est pas le cas: il n'est pas la cause des déficits mais la conséquence des dépenses et déficits budgétaires validés par le Congrès puis les présidents.

Une ambiguïté que résume sans détour Eric Cantor, numéro deux du groupe républicain majoritaire à la Chambre des représentants depuis les élections de mi-mandat de novembre: "*le vote sur la limite d'endettement, c'est nul*", aurait-il lancé en exhortant les députés de son parti à dire oui, en contrepartie d'une réduction des dépenses.

Comme lui, le président républicain de la chambre basse John Boehner et le chef de la minorité conservatrice au Sénat, Mitch McConnell, ont donné leur feu vert aux relèvements sous la présidence Bush. Le plafond a été repoussé sept fois en huit ans, dont deux par des procédures dispensant les parlementaires d'un vote direct.

Aujourd'hui, le relèvement demandé par le président Obama est le quatrième de son mandat. La coutume veut que la majorité assume le poids politique de cette décision, que les deux camps savent vitale pour l'économie. Cela fonctionne si l'un des partis possède suffisamment de sièges ou peut prendre quelques voix chez l'ennemi. Lorsque l'un des partis renâcle, voire les deux, la mécanique bien huilée s'enraie.

Fustigeant l'Etat dépensier, les républicains exigent comme prix de leur vote de vastes coupes dans le budget fédéral: cela a déjà été fait, sans résultat durable. En 1985 par exemple, la loi relevant le plafond d'endettement encadrait en même temps les dépenses et prévoyait des réductions budgétaires automatiques en cas de dépassement. Avant même la fin du mandat, le Congrès détricotait les restrictions.

La version 2011 de l'affrontement rituel propose un échéancier sur dix ans, tablant sur des réductions qui, selon toute probabilité, ne survivront pas aux cinq prochaines échéances électorales car la réalité est qu'un Congrès ne peut pas forcer le suivant à faire quoi que ce soit.

Un article du monde.fr du 3 août

Etats-Unis : "Les plus pauvres vont faire les frais de la crise de la dette". (04.08)

Au terme d'une âpre bataille entre démocrates et républicains, le relèvement du plafond de la dette américaine a été voté mardi 2 août par le Sénat. Le président Barack Obama a promulgué le texte dès son adoption par les deux chambres du Congrès. L'accord autorise le Trésor à relever de 2 100 milliards de dollars le plafond de la dette, repoussant ainsi le risque d'un défaut de paiement. Le plan de réduction des dépenses publiques de 2 500 milliards d'euros, approuvé par le Congrès, n'a pourtant pas rassuré les marchés.

Henri Sterdyniak est directeur du département "*Economie de la mondialisation*" à l'OFCE et professeur à l'université Paris-IX Dauphine. Il dénonce un texte qui "*fait supporter l'ajustement aux plus pauvres*".

Le compromis trouvé entre républicains et démocrates est-il de nature à rassurer les marchés et les agences de notation ?

Il y a peu de risques pour que les agences de notation baissent la note (AAA, la plus élevée) attribuée aux Etats-Unis. Ces agences savent que le risque de défaut de paiement et de faillite est purement théorique : en cas de menace de faillite, la Fed (réserve fédérale) a les moyens d'intervenir pour financer la dette. En outre, le pays peut créer de la monnaie.

En réalité, le danger pourrait être politique : on peut imaginer qu'à l'avenir le mouvement conservateur du Tea Party paralyse le système en refusant tout compromis. Une agence pourrait prendre cette possibilité en compte pour dégrader la note américaine. Mais il y a peu de chances que cela arrive. Normalement, un pays qui crée sa propre monnaie a les moyens de rembourser sa dette.

Toutefois, une autre conclusion de ces quelques semaines de crise est que les Etats-Unis ont révélé leur fragilité à la face du monde : ils sont désormais moins fiables pour les investisseurs et auront du mal à encaisser un nouveau choc. Cet épisode a mis certains risques en évidence, accentués lorsque le Parlement et le président ne sont pas de la même couleur politique.

Sur le fond, l'accord vous paraît-il bon ?

Non, car il enferme la politique budgétaire américaine dans un carcan. Le texte ne prévoit pas de hausse d'impôt, ce qui enlève toute marge de manœuvre aux gouvernants pour soutenir l'économie, développer l'assurance maladie, lutter contre le chômage. Au final, ce sont les plus pauvres qui vont supporter l'ajustement, alors même que l'une des causes de la crise aux Etats-Unis, c'est la trop faible consommation, ou plutôt la trop forte consommation à crédit.

La tendance est même plus à la baisse de la protection sociale qu'à l'augmentation des impôts visant les plus riches. A court terme, il n'y a aucune chance pour que les impôts augmentent. C'est le point sur lequel la majorité des républicains ne céderont pas.

L'existence des aides sociales comme le programme Medicare peut-elle être menacée ?

La sécurité sociale américaine est fragile car elle ne suscite pas d'adhésion populaire massive. La crise a montré que ce système était protecteur et facteur de cohésion sociale, mais son poids sur les finances publiques l'affaiblit dans l'opinion.

Aux Etats-Unis, le système des aides sociales est remis en cause lors de chaque élection. Le pays n'est donc pas protégé contre un accident politique qui verrait la droite républicaine les supprimer. Les démocrates sont des défenseurs timides du système, ce qui rend l'équilibre fragile.

La solution de long terme face aux difficultés budgétaires serait une reprise de la croissance. En prend-on de la chemin ?

Les Etats-Unis sont dans une impasse. On l'a dit, l'économie américaine a besoin d'une plus grande consommation des plus pauvres, ce que ne va pas favoriser l'accord conclu sur la politique budgétaire.

Ils ont aussi besoin d'une croissance impulsée de l'extérieur, ce qui passe par une demande plus forte de la part de la Chine et des pays asiatiques. La seule marge de manœuvre des Etats-Unis pour être plus compétitifs en Asie est de faire baisser le dollar, de chercher un rééquilibrage des taux de change à l'échelle mondiale. Ils n'ont pas toutes les cartes en main.

Un article 20minutes.fr du 4 août

La montée en puissance d'une bactérie inquiète les scientifiques. (05.08)

Elle s'appelle Salmonella Kentucky, et son nom pourrait ne pas rester inconnu très longtemps. Une étude internationale menée par les chercheurs de l'Institut Pasteur, de l'INRA et de l'Institut de veille sanitaire démontre que cette bactérie se développe de façon inquiétante, tant par la fréquence des infections qu'elle provoque que par leur localisation géographique, mais surtout par la résistance qu'elle développe aux antibiotiques censés la combattre.

La bactérie s'invite sur le vieux continent

Les salmonelles sont une des premières causes d'infections alimentaires chez l'homme. Cette souche spécifique a été repérée chez des voyageurs de retour d'Égypte, du Kenya et de Tanzanie, en 2002. Si la bactérie a alors attiré l'attention des scientifiques, c'est parce qu'elle présentait une résistance notamment aux fluoroquinolones, l'antibiotique utilisé pour traiter les infections sévères à salmonelles.

Dans les années qui ont suivi, les chercheurs ont constaté la multiplication du nombre de cas. Parallèlement, la zone de contamination s'est élargie, passant de la seule Afrique du Nord-Est et de l'Est à l'Afrique du Nord et de l'Ouest et au Moyen-Orient. Actuellement, des cas d'infections à Salmonella Kentucky sont signalés en Europe chez des patients n'ayant pas voyagé dans ces pays, signe que la bactérie semble s'être implantée sur le vieux continent.

Résistance

Mais ce qui inquiète le plus les chercheurs qui ont coordonné l'étude, c'est la découverte en Afrique du Nord de souches de Salmonella Kentucky qui ont développé une résistance aux céphalosporines de troisième génération et aux carbapénèmes, derniers recours possibles pour le traitement des infections à cette bactérie.

Devant la perspective d'une propagation européenne du germe, et face à l'impasse thérapeutique qui se dessine, les scientifiques mettent en garde contre l'utilisation d'antibiotiques dans l'élevage, responsable du développement de la résistance des bactéries aux antibiotiques et plaident pour une surveillance accrue de l'évolution des germes au niveau international.

Un article de monde.fr du 5 août

Chili : plus de 800 arrestations au cours de manifestations étudiantes. (06.08)

Plus de 870 personnes ont été interpellées jeudi 4 août, au terme d'une journée de manifestations étudiantes dans plusieurs villes du Chili. Des heurts répétés avec les forces de l'ordre ont eu lieu, notamment dans la capitale Santiago, et "*plus de 90 policiers ont été blessés*" selon le porte-parole du gouvernement. Il n'a pas fait état de blessés civils, mais au moins un policier serait dans un état grave.

Les principales violences ont éclaté à Santiago, où la police a empêché jeudi les manifestations qui n'avaient pas reçu le feu vert des autorités. Les étudiants organisaient leur huitième journée de mobilisation, en trois mois de contestation. "*Nous savions qu'en mettant une limite [à la mobilisation] il allait y avoir des manifestations alentour, mais parfois, l'autorité doit démontrer qu'elle protège aussi le droit de tous*", a déclaré ce haut responsable.

Des manifestations monstres, en juin, avaient réuni jusqu'à 80 000 personnes, les plus spectaculaires depuis le retour de la démocratie au Chili en 1990.

Etudiants, lycéens et enseignants, qui réclament de l'Etat des moyens accrus pour l'enseignement public et supérieur, avaient annoncé deux manifestations pour jeudi. Mais le gouvernement avait interdit les manifestations en estimant le temps du dialogue venu, après une série de propositions transmises lundi, notamment sur des bourses accrues et des crédits avantageux aux étudiants, dont la majorité s'endettent pour étudier. Propositions rejetées comme "*insuffisantes*".

Le président Pinera a vu sa cote de popularité chuter à 26 % d'opinions favorables, selon un sondage publié jeudi : un seuil record qui fait de lui le président le plus impopulaire depuis le retour de la démocratie en 1990. Il doit faire face à l'explosion du malaise structurel de l'éducation au Chili : un système à deux vitesses, dont le pan public est le parent pauvre de la réussite économique du pays depuis vingt ans.

Les étudiants ont lancé jeudi soir un ultimatum de six jours au gouvernement pour des propositions "*sérieuses, concrètes et cohérentes*". Ils réclament en particulier des garanties constitutionnelles sur une éducation publique gratuite et de qualité. "On n'impose pas ainsi au gouvernement", a répliqué le porte-parole du gouvernement.

Un article du monde.fr du 5 août

Près de 46 millions d'Américains vivent grâce à des bons alimentaires. (06.08)

Près de 46 millions d'Américains, soit 15 % de la population, vivait en avril 2011 grâce à des bons alimentaires, a indiqué vendredi 5 août le ministère de l'agriculture des Etats-Unis. Ce chiffre record a augmenté de 2,5 % entre mai 2010 et avril 2011.

Les Etats où les allocataires sont les plus nombreux sont le Texas (3,9 millions), la Californie (3,7 millions), la Floride (3 millions) et New York (3 millions). L'Alabama, Etat du Sud, a pour sa part doublé le nombre de ses allocataires, passant de 800 000 à plus de 1,7 million. Ce bond spectaculaire est dû en grande partie, selon un responsable du ministère, à la série de tornades qui a touché fin avril cet Etat, faisant 210 morts, plus de 1 700 blessés et des destructions massives.

Les bons alimentaires, qui font partie du programme SNAP d'assistance supplémentaire à l'alimentation, peuvent être demandés sous conditions, en fonction notamment d'un plafond mensuel de ressources selon la taille de la famille. Pour une famille de quatre personnes, ce plafond est fixé à 2 389 dollars. Le montant moyen de cette allocation est de 300 dollars. Les bons peuvent être échangés en supermarché contre des produits alimentaires, mais pas contre des sandwiches, des produits traiteurs ou de l'alcool.

En 2010, le programme d'aide alimentaire a coûté 68 milliards de dollars (47,6 milliards d'euros) aux contribuables américains, contre 250 millions de dollars en 1969, lorsque le programme a commencé (soit l'équivalent de 1,4 milliards de dollars actuels).

Les Américains ont tâché pendant deux ans, entre l'été 2008 et l'été 2010, de guérir de leur dépendance au crédit à la consommation et de se désendetter, face à un chômage élevé. Mais depuis octobre, l'encours des crédits a connu neuf mois de hausse d'affilée.

Le recours des Américains au crédit à la consommation a augmenté en juin à un rythme jamais vu depuis le début de la récession, selon des chiffres publiés vendredi par la banque centrale des Etats-Unis (Fed).

L'encours de ces crédits a bondi sur ce mois de 7,7 % en rythme annuel par rapport au mois précédent, la plus forte hausse depuis août 2007, pour atteindre 2 446,1 milliards de dollars. La hausse en dollars (15,5 milliards) est trois fois supérieure à celle attendue par les analystes.

Selon les données mensuelles de FirstData, une société de services de paiement électronique, les consommateurs américains ont financé depuis le début de l'année une part croissante de leurs achats de biens de première nécessité et d'essence par l'emprunt, à cause de la montée des prix.

Un article de liberation.fr et AFP du 6 août

Comment ils trustent votre assiette. (07.08)

(le titre de liberation.fr : *Controverse autour d'un nouveau mode moins polluant de culture des légumes*)

Les autorités françaises veulent interdire l'emploi de produits naturels pour traiter les salades, radis ou concombres alors qu'ils sont plus efficaces et moins polluants.

Colère de producteurs de légumes: les autorités veulent leur interdire l'emploi de produits naturels pour traiter leurs salades, radis ou concombres, en lieu et place de substances phytosanitaires chimiques plus polluantes.

«Avec ces produits, je n'ai plus de problèmes de mildiou. Et voilà qu'on nous les interdit, à cause des complexités de la réglementation», déplore Denis Digel, qui produit quelque 600.000 salades par an à Sélestat, dans le centre de l'Alsace.

Pendant des années, le maraîcher protégeait ses salades à l'aide de produits chimiques, qu'il appliquait à trois reprises.

Depuis deux ans, il se contente d'une seule pulvérisation de Sémafort, un produit dit «*phyto-stimulant*», à base d'algues, d'extraits végétaux et de phosphites. La substance, fabriquée en Allemagne, est censée renforcer les défenses naturelles de la plante.

«C'est trois fois moins cher à l'hectare, et nettement plus efficace. Les rendements sont supérieurs. Et en plus, cela permet de réduire l'impact négatif sur la nature», énumère-t-il. Il souligne que le gouvernement a justement demandé aux agriculteurs, dans le cadre du Grenelle de l'environnement, de diviser par deux d'ici 2018 leur consommation de produits phytosanitaires.

En France, ces produits alternatifs - dont le Sémafort - sont encore peu répandus, sauf dans l'Est où un regroupement de 460 producteurs les teste avec succès depuis 2007 au sein d'une «*station d'expérimentation*» dénommée «*Planète légumes*», soutenue par la Chambre d'agriculture d'Alsace.

Procédure longue et coûteuse Or, le ministère de l'Agriculture a adressé en juin aux producteurs concernés une mise en garde sur l'emploi des phosphites. Il souligne que les produits contenant ces substances ne peuvent être commercialisés qu'en tant que «*produits phytopharmaceutiques*». S'ils le sont en tant qu'engrais - c'est le cas du Sémafort -, ils doivent être «*retirés du marché sans délai*».

Les phosphites de la discorde

«Nous n'avons aucune opposition de fond à l'usage des phosphites, qui sont d'ailleurs autorisées au niveau européen. Simplement, tout produit à base de phosphite ne peut être commercialisé que s'il a obtenu une autorisation de mise sur le marché» (AMM), précise à l'AFP un expert du ministère.

Or obtenir une AMM, en France, relève d'une procédure longue et coûteuse, souvent hors de portée des petites ou moyennes entreprises qui commercialisent les phyto-stimulants. «*Pour le Sémafort, cela coûterait quatre millions d'euros, c'est hors de portée de son fabricant*», calcule Fabien Digel, directeur de «*Planète légumes*» et frère du producteur de Sélestat.

Les maraîchers réunis au sein de «*Planète légumes*» sont d'autant plus en colère que leurs voisins et concurrents allemands vendent en toute légalité en France des légumes traités aux phosphites: outre-Rhin, ces produits sont homologués pour une somme modique. Et ils ne le sont ni en tant que phytosanitaire, ni en tant qu'engrais, mais bien en tant que «*phyto-stimulants*».

L'ancien ministre et actuel député (UMP) du Bas-Rhin François Loos a pris fait et cause pour les maraîchers, et a écrit au ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire pour lui demander de les rencontrer.

«Je pense qu'il y a une campagne en France pour empêcher l'arrivée de ces produits sur le marché», dit à l'AFP M. Loos. «Je ne sais pas si c'est un lobby, mais en tout cas je demande au ministre d'avancer».

Commentaire.

Le gouvernement favorise les trusts de l'industrie chimique qui seuls peuvent se payer les études nécessaires pour obtenir une autorisation de mise sur le marché de leurs saloperies. Quoi de plus naturel en somme ?

Je ne connais pas la composition du Sémafort, donc je ne me prononcerais pas sur la nocivité ou non de ce phyto-stimulant à base de phoshite. Ce qu'il faut retenir de cet article, c'est que si vous vouliez commercialiser un engrais, un pesticide ou autre insecticide naturel ou à base de plantes par exemple, ce serait impossible à défaut de ne pas pouvoir payer plusieurs millions d'euros pour réaliser les études indispensables pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché.

Un article de Reuters du 6 août

La Chine s'en prend à Washington et au statut du dollar. (07.08)

La Chine a pressé samedi les Etats-Unis d'affronter le problème de leur dette et mis en cause le statut de monnaie de réserve du dollar américain.

Dans un commentaire sévère au ton très peu diplomatique, l'agence officielle Chine nouvelle exprime le sentiment de Pékin après la dégradation à AA+ de la note souveraine des Etats-Unis par Standard & Poor's.

"La Chine, premier créancier de la seule superpuissance mondiale, est dorénavant dans son droit d'exiger des Etats-Unis qu'ils affrontent le problème de leur dette structurelle et assure la sécurité des actifs chinois en dollars", écrit Chine nouvelle.

"Il faut mettre en place une surveillance internationale sur la question du dollar américain et une nouvelle monnaie de réserve, stable et sûre, peut aussi être une option pour éviter qu'une catastrophe soit provoquée par un seul pays", ajoute Chine nouvelle.

La Chine suggère à Washington de réduire ses dépenses militaires et sociales.

"Le gouvernement américain doit se résigner à un état de fait douloureux: le bon vieux temps où il n'avait qu'à emprunter pour se tirer du pétrin qu'il avait lui-même créé est terminé", écrit l'agence officielle.

IMPACT DIRECT POUR LES RÉSERVES CHINOISES

Les économistes chinois estiment que la dégradation de la note américaine pose un risque important pour les marchés financiers et s'attendent à ce que la Chine, qui détient plus de 1.000 milliards de dollars de dette américaine, accélère la diversification de ses actifs.

"Ce sera le chaos sur les marchés financiers internationaux au moins à court terme. L'impact le plus direct pour la Chine concernera ses réserves. La valeur des investissements en dollar de la Chine va chuter", dit Li Jie, directeur d'institut à l'Université centrale de la finance et de l'économie.

"La Chine va devoir envisager d'autres investissements. Les bons du Trésor américain ne sont plus sûrs. Il y a sur les marchés des types d'actifs plus risqués que les (obligations) AAA, mais moins risqués que les AA+. La Chine n'y pensait pas auparavant mais va devoir le faire", ajoute-t-il.

Pour Ding Yifan, directeur adjoint d'un groupe de réflexion associé au Conseil d'Etat chinois, les Etats-Unis vont devoir encore assouplir leur politique monétaire, ce qui pourrait passer par une troisième opération de 'quantitative easing', consistant pour la Réserve fédérale à racheter des bons du Trésor.

"Si les Etats-Unis lancent vraiment un QE3, cela va sans aucun doute ajouter de l'incertitude à l'économie mondiale et faire grimper les prix des matières premières", dit-il.

Complément du figaro.fr du 6 août Le gouvernement chinois estime que S&P n'a fait que confirmer une «*horrible vérité*». Celle qui a été mise en lumière par l'agence de notation chinoise Dagong, qui a dégradé le triple A américain dès le lendemain de l'accord conclu pour relever le plafond de la dette. Selon elle, «*les jours où l'oncle Sam, perclus de dettes, pouvait facilement dilapider des quantités infinies d'emprunts de l'étranger semblent comptés. (...) Afin de soigner sa dépendance aux dettes, les États-Unis doivent rétablir le principe de bon sens selon lequel il faut vivre selon ses moyens*».

Pour Dagong, la note des Etats-Unis est passée de A+ à A avec, là aussi, une perspective négative. D'après l'agence officielle Chine nouvelle, l'adoption par le Congrès américain d'un texte permettant d'éviter un défaut de paiement des Etats-Unis a échoué à désamorcer «*la bombe de la dette*». Cet échec à maîtriser les emprunts américains pourrait affecter le «*bien-être de centaines de millions de familles au États-Unis et à l'étranger*», a-t-elle déploré il y a quelques jours.

Un article du figaro.fr du 8 août

À quoi ressemble un krach boursier ? (09.08)

Par définition, un «krach» boursier correspond à un effondrement brutal des actions, à la suite d'un afflux massif d'ordres de vente. La panique des investisseurs, qui veulent alors tous vendre en même temps, créé une spirale infernale capable de faire chuter une classe d'actifs de 20% en quelques séances. La première fois que le terme a été utilisé remonte à 1873, quand les Bourses de Vienne et de Berlin ont chuté de manière spectaculaire. Puis, les deux autres krachs qui ont bousculé le monde, ceux de 1929 et de 1987, ont marqué les mémoires, même s'ils ont été totalement différents.

Si les chutes enregistrées par les grandes places financières du monde depuis une quinzaine de jours sont impressionnantes, la situation ne peut être comparée à un krach boursier au sens propre. Certes, en onze séances de Bourse ouvrées, le Cac 40 parisien a perdu 18%, tandis que le Dax de Francfort et le Footsie londonien ont chuté respectivement de 20% et 14,5% en neuf séances. Mais ces décrochages sont moins brutaux que la dégringolade de 25% essuyée par Wall Street en deux séances à la fin octobre 1929 ou celle de 22,6% en une seule séance lors du fameux «lundi noir» du 19 octobre 1987.

Le krach de 1873

Quand l'Allemagne s'est unifiée en 1871, le pays s'est développé à la vitesse grand V dans le sillage de la seconde révolution industrielle, et notamment, une bulle immobilière se formait, à Vienne, à Berlin, tout comme à Paris. Dans le même temps aux États-unis, la course au rail fait rage. Mais, le 9 mai 1873, la Bourse de Vienne s'effondre sous le poids de la spéculation, provoquant la faillite de plusieurs banques du pays criblées d'emprunts hypothécaires. La crise se propage très vite en Europe, puis gagne New York. Le 18 septembre 1873, la Northern Pacific Railway, la plus grosse compagnie ferroviaire américaine fait faillite, ainsi que la banque (Jay Cooke & Cie) qui la finançait. Wall Street est contrainte de fermer 10 jours à partir du 20 septembre.

Le krach de 1929

Même type de scénario en octobre 1929. L'effondrement des marchés boursiers est apparu avec la formation d'une bulle. Entre 1921 et 1929, le Dow Jones a grimpé en moyenne de 18% par an, l'indice quadruplant ainsi en huit ans. Une évolution sans commune mesure avec celle des profits des entreprises et de la production américaine. L'économie commence à montrer des premiers signes d'essoufflement en 1929 ; les économistes pointent alors l'écart trop important entre l'économie réelle et les marchés financiers.

Le jeudi 24 octobre (connu sous le nom de jeudi noir ou Black Thursday) marque la première vraie panique. En séance, le Dow Jones perd jusqu'à 22,6%, mais la baisse se limite à la clôture, à 2,1%. Les cours restent stables le vendredi 25 et la demi-journée du samedi 26. Mais le lundi 28 octobre 1929, l'indice s'écroule de 13%, puis le lendemain, le fameux «mardi noir», il tombe encore de 12%. Un mois plus tard, il avait perdu la moitié de sa valeur ! À son plus bas, au milieu de 1932, il avait perdu près de 90% par rapport à ses niveaux d'avant le krach et ce n'est qu'en 1954 qu'il parviendra à les dépasser à nouveau.

Le krach de 1987

19 octobre 1987. Le «lundi noir». Le week-end qui a précédé a été fatal : de mauvais chiffres sur le déficit commercial américain, qui suscitait de grandes inquiétudes alors, et la hausse des taux allemands par la Bundesbank, jettent un froid, alors que le vendredi d'avant, la Bourse de New York (-4%) montrait des signes de nervosité. Le Dow Jones s'effondre alors de 22,6% en une seule séance. La seconde plus importante baisse jamais enregistrée en un jour sur un marché d'actions, devancée seulement par le krach de la Bourse islandaise de 2008, en pleine tourmente Lehman Brothers, qui, après trois jours de fermeture de la Bourse de Reykjavik, avait ouvert en baisse de...76% !

Les 19 et 20 octobre, se sont échangées à Wall Street autant d'actions qu'en trois mois. Contrairement à 1929, ce krach n'a pas été suivi d'une crise économique, les taux à long terme, qui avaient atteint des sommets, s'effondreront dès le lendemain et les marchés d'actions regagneront progressivement le terrain perdu. Deux ans plus tard, le Dow Jones revenait à ses niveaux d'avant krach.

Le mini-krach du 6 mai 2010

Le 6 mai 2010, Wall Street chute de 9% en une vingtaine de minutes. La journée commence sur fond de vives tensions alors que la crise de la dette en Europe plongeait la planète finance dans l'incertitude. À 14h32 heure de New York, un courtier a lancé un programme informatique de ventes portant sur 75.000 contrats à terme sur l'indice S&P 500 (représentant 4 milliards de dollars) en une durée de seulement 20 minutes, selon un rapport diffusé par la Sec (le gendarme de la Bourse américaine). Cela a créé une crise de liquidité sur le marché des contrats à terme, puis sur les marchés actions. Les ventes automatiques se sont alors enclenchées provoquant une chute très rapide des marchés. Mais ils se sont vite repris.

Un article de 20minutes.fr du 11 août

Famine: Les chiffres «effroyables» de la mortalité infantile en Somalie. (12.08)

Une hécatombe. Un enfant sur dix âgé de moins de cinq ans meurt toutes les onze semaines en Somalie à cause de la famine qui progresse si vite que les organisations humanitaires ont du mal à suivre, ont alerté mercredi des responsables de l'ONU. Près de la moitié de la population, soit 3,7 millions de personnes, sont à présent menacées par la famine, a déclaré le représentant spécial de l'ONU pour la Somalie, Augustine Mahiga, devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Au total, plus de 12 millions de personnes sont touchées en Afrique de l'Est, selon l'ONU.

Quelque 13 enfants sur 10.000, âgés de moins de cinq ans, meurent chaque jour en raison de la famine, a-t-il insisté. *«Cela veut dire que 10% des enfants de moins de cinq ans meurent toutes les onze semaines. Ce sont des chiffres effroyables»*, a regretté Augustine Mahiga, qui appelle à davantage d'efforts internationaux.

«Des dizaines de milliers d'enfants sont déjà morts»

L'ONU a réclamé une aide d'un milliard de dollars pour la Somalie, mais Catherine Bragg, la sous-secrétaire générale aux Affaires humanitaires des Nations unies, a indiqué que moins de la moitié de cette somme avait été réunie. *«Et nous ne sommes pas encore au pic de cette crise»*, a-t-elle alerté devant le Conseil de sécurité. Selon elle, 1,2 million d'enfants ont un besoin urgent d'aide. *«Des dizaines de milliers d'enfants sont déjà morts et de nombreux vont mourir dans les jours qui viennent si on ne leur fournit pas de l'aide»*, a-t-elle prévenu.

La famine constitue un problème de plus à gérer pour le gouvernement de transition somalien qui se bat pour le contrôle du pays contre les insurgés islamiques shebab, dont les troupes ont abandonné certains quartiers de Mogadiscio le week-end dernier, a relevé Augustine Mahiga. *«Sans intervention immédiate, il y a un réel danger que des seigneurs de guerre et leurs milices remplissent le vide laissé par les shebabs»* dans la capitale, a-t-il dit, appelant à renforcer la force de l'Union africaine en Somalie, soutenue par l'ONU.

Source : AFP

Un article de libération.fr du 11 août

L'implacable paupérisation des jeunes Anglais. (12.08)

Comme il y a trente ans à Bristol, l'incendie parti de Tottenham est un symptôme du profond clivage social qui existe entre l'Angleterre de la City et la jeunesse déshéritée des quartiers. Pas de slogans revendicatifs. En marge des affrontements avec la police, les émeutiers ont surtout visé les magasins de high-tech ou de vêtements. Et pour cause, une paire de baskets de marque coûte 80 livres à Londres (91 euros), là où la Job Allowance (l'équivalent du RMI) s'élève à 51,85 livres par semaine pour les moins de 25 ans. Or, le taux de chômage chez les 16-24 ans est proche des 20%.

Concentration. Beaucoup d'entre eux ne touchent pas même cette allocation : 30% des 18-24 ans sont tout simplement «inactifs», absents du marché du travail - seule une moitié l'est pour cause d'études. Pourtant, la moyenne nationale est bien moins dramatique : 7,7% de chômage «seulement» sur l'ensemble du Royaume-Uni. Quant au salaire hebdomadaire médian, il est de 499 livres, soit dix fois la Job Allowance.

Les inégalités se sont profondément creusées au Royaume-Uni depuis les années 90 et la concentration des richesses est revenue au niveau d'avant-guerre. En 1937, les 1% les plus riches trustaient 12% des revenus anglais. Dans les années 70, les mêmes privilégiés ne concentraient plus que 4,7% de la richesse. Mais en 2000, ils en possédaient à nouveau plus de 10%. Résultat, les 10% de Britanniques les mieux payés touchent aujourd'hui 10 fois plus que les 10% les plus pauvres.

Ce fossé originel, mais aussi les conséquences directes de la dernière crise, touche les jeunes de plein fouet. *«Les jeunes étaient déjà la catégorie la plus touchée par la récession en 2009»,* explique John Hill, économiste à la London School of Economics. Les deux dernières années n'ont rien arrangé : tandis que les chiffres nationaux s'améliorent, le chômage de longue durée a augmenté de 5% chez les jeunes, l'inactivité de 3%. Le sociologue Richard Sennett, professeur à l'Université de New York, le confie : *«La cause des émeutes de Londres, c'est l'indifférence du gouvernement. Toute une génération de jeunes gens n'a plus aucun espoir économique et se sent méprisée par le reste de la société.»*

«Underclass». Les ethnies ou les sexes n'influent que peu sur les inégalités : *«Les différences de revenu au sein de chaque groupe sont infiniment plus importantes que celles entre les groupes»,* explique le rapport du National Equality Panel, publié en 2010. En revanche, l'écart entre zones géographiques riches et pauvres est immense : dans le quartier londonien de Tottenham, il y a par exemple 10,5% de chômeurs et 30% d'inactifs. Mais ce qui compte le plus, c'est la classe sociale. *«L'Angleterre est un pays où la conscience d'appartenir à une classe sociale est extrêmement forte, explique Richard Sennett. Or, les événements récents et la politique du dernier gouvernement ne font qu'accroître le sentiment d'abandon des plus pauvres.»*

Depuis le début des années 90, la paupérisation des classes inférieures est telle qu'une nouvelle classe sociale a vu le jour, l'«underclass», constituée des familles qui ne travaillent pas depuis deux générations et vivent exclusivement des aides sociales. Dans cet univers où plus de la moitié des mères sont célibataires et où la violence est quotidienne, les réseaux sociaux classiques, porteurs des valeurs de morale et d'ordre, n'ont plus cours. Par ailleurs, *«l'écart entre les ouvriers et la middle class s'est encore creusé depuis dix ans»,* souligne encore Richard Sennett. Au final, en cet été 2011, le Royaume-Uni se réveille effarée en pleine *«Anarchy in the UK»*. La bande-son des émeutes de l'époque Thatcher.

Un article du figaro.fr du 11 août

Ces «*hedge funds*» qui s'enrichissent dans la crise. (12.08)

Les investisseurs ne sont pas tous logés à la même enseigne lorsque les marchés s'effondrent. Si la plupart d'entre eux sont pénalisés, certains gagnent de l'argent. Et parfois même beaucoup ! Une fois encore, les «*hedge funds*» se retrouvent au cœur de la spirale baissière actuelle.

Le fonds américain Bridgewater Associates aurait ainsi gagné 3 milliards de dollars sur la seule semaine dernière, selon le Wall Street Journal. En faisant des placements complexes ? Non, tout simplement en pariant sur un effondrement de la conjoncture mondiale. Une «*nouvelle période très difficile*» pour les marchés financiers se prépare, «*les gouvernements devant se battre pour réduire leur endettement*», affirmait mi-juillet le fondateur de ce fonds, Ray Dalio. Ce dernier a donc acheté de l'or, du franc suisse et des bons du Trésor américain. Trois valeurs refuges par excellence. Lorsque les marchés secouent, d'autres utilisent des techniques redoutables. Comme Och-Ziff Capital Management, un fonds ayant acquis pour 12 milliards de dollars d'options au cours du premier trimestre 2011. Les options voient leur prix augmenter lorsque la volatilité s'accroît sur les marchés financiers. Et l'indice Vix, qui mesure cette volatilité, s'est envolé depuis fin juin, passant de 16 à plus de 40. De quoi permettre à Och-Ziff capital d'engranger les milliards...

«D'une manière générale, les hedge funds profitent des situations où les marchés vont dans un seul sens de manière rapide. Et le moins que l'on puisse dire c'est que, depuis mi-juillet, le sens est clairement baissier», explique Frédéric Bonnevey, associé chez Anthera Partners. Autrement dit, les fonds ayant fait le pari d'une dégradation de la situation macroéconomique sont les grands gagnants. Leur imagination est sans limite. *«Certains gérants achètent du dollar canadien, du yen ou du franc suisse, car ils ont réalisé que ces deux devises évoluent à la hausse, lorsque le dollar américain et l'euro grimpaient, tout en se protégeant lorsque ces deux devises baissent.»*

Exploitation des rumeurs

Ces stratégies «*gagnant gagnant*» ne marchent pas toujours. L'un des plus célèbres gestionnaires de «*hedge funds*», John Paulson, qui a beaucoup gagné en misant contre les «*subprime*» en 2008, se retrouve aujourd'hui en grande difficulté. En début d'année, il affirmait sa confiance dans les actions. Une erreur qui lui coûte cher : selon Bloomberg, son fonds principal aurait perdu 11 % lors de la première semaine d'août. Et la contre-performance atteindrait 31 % depuis janvier. Mais cette bête blessée peut encore faire mal : *«un fonds en difficulté profite toujours des périodes troublées, comme celle que nous vivons en ce moment, pour se refaire : il exploite les moindres rumeurs pour entraîner les marchés derrière lui»* , confie, amer, un banquier français.

Un article du figaro.fr du 12 août

Le dernier plan d'austérité adopté par le gouvernement italien. (13.08)

(le titre du figaro.fr : *Silvio Berlusconi choisit de taxer les hauts revenus*)

Le gouvernement italien, qui s'est donné pour objectif de stopper les pressions spéculatives des marchés, a adopté ce vendredi un décret d'urgence prévoyant un nouveau plan de rigueur chiffré à 45,5 milliards d'euros sur deux ans. Ces mesures d'austérité visent à récupérer 20 milliards d'euros en 2012 et 25,5 milliards en 2013. Leur adoption devrait permettre à l'Italie d'annuler son déficit public- à ce jour de 3,9 % - d'ici la fin 2013.

Pour la première fois, le chef du gouvernement Silvio Berlusconi a accepté d'alourdir la pression fiscale avec une «*taxe de solidarité*» sur les revenus plus élevés. Selon les fuites distillées par les partenaires sociaux, cette contribution pourrait s'élever à 5 % par tranche de 10.000 euros pour les salariés gagnant plus de 90.000 euros, et à 10 % au-delà de 150.000 euros. Les travailleurs indépendants gagnant plus de 55.000 euros seront imposés à 41 %. En revanche patrimoines et logements resteront exempts d'imposition. Un impôt unique de 20% sera prélevé sur les revenus du capital- contre 12,5% actuellement- et de 25% sur les dépôts bancaires.

Lutte agressive contre la fraude fiscale

L'entrée en vigueur du fédéralisme fiscal sera anticipée à 2012: le gouvernement espère rendre ainsi plus agressive la lutte contre la fraude fiscale. Il deviendra obligatoire de déclarer les transactions de plus de 2500 euros et de dures sanctions sont prévues pour les activités ne délivrant pas de factures ou tickets de caisse, pouvant aller jusqu'à la fermeture. Le projet prévoit, pour faire des économies, la fusion de provinces (38 disparaîtront) et communes (1500 devraient fusionner). Concernant la productivité, elle sera augmentée avec la suppression des ponts et le transfert automatique des fêtes nationales sur le lundi.

Les coûts de la politique seront également taillés avec la suppression de 50.000 postes d'élus au niveau de l'Etat central et des collectivités locales. Des sacrifices très lourds seront également demandés aux Italiens notamment en ce qui concerne la prévoyance sociale (services sociaux et familiaux) qui subira l'an prochain le gros de l'effort (environ 20 milliards d'euros) : tous les niveaux d'assistance sociale et de transferts aux collectivités locales seront touchés. En revanche la Ligue du Nord s'étant opposée à des coupes claires, les retraites seront épargnées. Les femmes du secteur privé seront encouragées à poursuivre leur activité jusqu'à 65 ans, soit 7 ans de plus qu'aujourd'hui.

Silvio Berlusconi a indiqué que «*son coeur saigne*» à l'idée d'aller contre sa promesse de «*ne jamais mettre la main dans les poches des Italiens*». Mais il a justifié ses décisions par «*la situation dramatique*» en soulignant que les nouvelles mesures étaient «*inévitables*». Et d'ajouter que «*le vote en conseil des ministres a été unanime*». Silvio Berlusconi a souligné que les nouvelles mesures «*vont dans le sens de ce qu'avait souhaité la Banque centrale européenne*».

Complément de Reuters

Le programme prévoit aussi de relever l'âge de la retraite pour les femmes à partir de 2016, et non de 2020 comme envisagé précédemment.

Parmi les autres mesures envisagées figurent un regroupement des jours fériés pour accroître le nombre des jours ouvrables. Le 2 juin, anniversaire de la création de la République italienne, sera ainsi fêté un dimanche.

Commentaire : Inutile de commenter, c'est suffisamment clair ! Voilà plus qu'il n'en faut pour lier le combat pour la rupture avec le capitalisme et la liquidation des institutions.

Un article du monde.fr du 13 août

L'économie entre dans une "phase dangereuse". (14.08)

Après la dégradation de la note américaine et une semaine extrêmement mouvementée sur les marchés financiers, le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, tire un bilan assez pessimiste du futur de l'économie mondiale dans un entretien à l'hebdomadaire australien Weekend Australian.

A ses yeux, l'économie mondiale est entrée dans une "phase nouvelle et plus dangereuse", et ce n'est que le "début d'une tempête nouvelle et différente". "Ce n'est pas la même crise qu'en 2008. Dans les quinze derniers jours, nous sommes passés d'une reprise difficile - avec une bonne croissance pour les pays émergents (...) mais bien plus hésitante pour les pays les plus développés - à une phase nouvelle et plus dangereuse", a-t-il expliqué.

L'ÉQUILIBRE GÉOPOLITIQUE REMIS EN QUESTION

"La leçon de 2008, c'est que plus on attend et plus les mesures doivent être sévères, a-t-il rappelé. La plupart des pays développés ont déjà utilisé ce que leur permettait la politique fiscale et monétaire". M. Zoellick ne voit pas d'autres solutions qu'une politique de rigueur. Il salue en ce sens le premier ministre britannique David Cameron, qui a maintenu, malgré les émeutes, les mesures d'austérité annoncées ces derniers mois.

Au-delà des conséquences financières immédiates, Robert Zoellick estime que la situation actuelle va provoquer des changements dans l'équilibre géopolitique de la planète. Toute cette crise est en train de transférer "très rapidement, du point de vue de l'histoire", le pouvoir économique de l'Occident vers la Chine.

Or, pense-t-il, Pékin "ne tient pas à ce rôle" car il est confronté à ses propres problèmes : éviter la surchauffe de son économie, mais aussi limiter la pollution, réformer son système fiscal et maintenir l'équilibre entre entreprises publiques et privées. Une dévaluation du yuan, a-t-il souligné, aiderait à modérer l'inflation, mais rendrait les produits étrangers moins chers sur le marché chinois, ce qui pose des problèmes politiques.

LA ZONE EURO, LE PLUS GRAND DÉFI

Au final, le plus grand défi que pose la crise actuelle se situe en Europe, selon le patron de la Banque mondiale. Avec la Grèce et le Portugal assommés par leur dette et d'autres pays menacés, et sans possibilité de dévaluation, c'est en effet non seulement l'économie de la zone euro qui est menacée, mais l'existence même de la monnaie européenne,

Les investisseurs, a-t-il souligné, commencent à se demander combien de temps l'Allemagne et la France vont pouvoir continuer à soutenir les pays menacés sans se mettre eux-mêmes en danger de voir leur note diminuer à son tour.

Un article de 20minutes.fr du 18 août

La population mondiale va dépasser les 7 milliards d'habitants en 2011. (19.08)

La population mondiale va franchir le seuil des 7 milliards d'habitants en 2011 et si la croissance démographique en moyenne ralentit, elle reste très forte en Afrique, selon une étude bisannuelle de l'Institut national d'études démographiques (Ined) publiée ce jeudi. Le cap des 6 milliards avait été dépassé en 1999. Il aura fallu douze ans pour atteindre les 7 milliards mais il faudra 14 ans pour arriver à 8 milliards.

Stabilisation autour de 9 à 10 milliards d'habitants

Ensuite la population du globe devrait se stabiliser, dans un siècle, autour de 9 à 10 milliards, selon les projections de l'institut français qui réalise ses propres études en parallèle à celles réalisées par les Nations Unies, la Banque mondiale ou d'autres grands instituts nationaux. La croissance démographique mondiale va descendre en 2011 à 1,1%, selon les estimations de l'Ined, alors qu'elle était grimpée, il y a 50 ans, à un maximum de 2%.

Le ralentissement de cette croissance s'explique par la diminution du taux de fécondité mondial qui est tombé à 2,5 enfants par femme en moyenne contre 5 enfants en 1950. Mais les différences sont énormes, entre par exemple le Niger (7 enfants par femme) alors qu'à Taïwan le taux est de 0,9. L'essentiel de la croissance démographique est assuré par l'Afrique subsaharienne, une partie de la péninsule arabique et les régions allant de l'Afghanistan jusqu'au nord de l'Inde.

L'Inde va dépasser la Chine

La population du continent africain (Afrique du Nord comprise) pourrait, selon l'Ined plus que quadrupler en un siècle, pour passer de 800 millions en 2000 à 3,6 milliards en 2100, et ce malgré la forte mortalité due au sida. «*Dans moins d'un siècle un habitant sur trois vivra en Afrique, contre un sur sept aujourd'hui*», a indiqué à l'AFP le chercheur Gilles Pison, auteur de l'étude.

Actuellement le «G7» des pays les plus peuplés est composé de la Chine (1,33 milliard) devant l'Inde (1,17), les Etats Unis (306,8 millions), l'Indonésie (243,3), le Brésil (191,5), le Pakistan (180,8) et le Nigeria (162,3). Ces sept pays représentent à eux seuls, avec 3,59 milliards d'habitants, plus de la moitié de la population mondiale. Dans moins de dix ans, la Chine sera dépassée, selon les projections de l'institut, par l'Inde qui enregistre tous les ans près de 28 millions de naissances, contre 16,3 millions pour la Chine.

Le Japon, recordman des personnes âgées

En 2050 le classement des pays les plus peuplés devrait être sensiblement modifié avec l'Inde en tête (1,69 milliard) devant une Chine moins peuplée (1,31) et le Nigeria qui, avec 433 millions d'habitants, passera devant les Etats Unis (423). Le Pakistan se hissera à la cinquième place devant l'Indonésie tandis que le Bangladesh accèdera à la septième place devant le Brésil. L'Union européenne (27 pays) compte actuellement 502,2 millions d'habitants mais n'en comptera guère plus (513) en 2050, alors que la France (métropole) atteindra 72 millions.

En termes de vieillissement de la population le Japon est aujourd'hui en tête avec 23% de 65 ans et plus, devant l'Allemagne (21%). Le Japon est aussi le pays où l'espérance de vie à la naissance est la plus élevée (83 ans). La France est à la 9e place (82 ans), au dessus de la moyenne de l'Union européenne (80 ans). L'espérance de vie, en moyenne mondiale, est de 70 ans, mais elle reste particulièrement basse en Afrique, surtout au Zimbabwe (46 ans). Pour l'Afghanistan elle est évaluée à 44 ans.

Source : AFP

Un article de Slateafrique.com du 25 août

Algérie, la justice folle. (26.08)

Les juges prennent souvent des décisions paradoxales, soit pour contenter l'opinion publique, soit pour satisfaire le régime.

C'est le dernier cas en date: un maire, élu dans une circonscription près d'Alger (Zéralda) entame une bataille contre la mafia politico-financière locale, puissant réseau qui sévit dans la plupart des communes, détournant biens et argent. Mouhib Khatir dépose donc une série de plaintes pour malversations, mais se retrouve en prison pour non paiement de cafés, arrêté en plein nuit par une brigade antiterroriste dépêchée d'Alger avec un mandat d'amener émis oralement par un procureur général —cité nommément par le maire pour ses implications dans divers trafics.

Un comité de soutien naît, des sit-ins et rassemblements sont organisés à Zéralda, mais rien n'y fait, le maire est toujours en prison, en grève de la faim.

Quelques jours plus tôt, le procès du meurtre du chanteur kabyle Matoub Lounès se déroulait dans un simulacre de justice. Les deux jeunes suspects, qui ont avoué leur participation au crime sous la torture —ce que le juge n'a pas contesté—, s'en sortaient avec une peine de 12 ans de prison, soit l'équivalent de leur détention préventive. Pour la sœur du chanteur, Malika Matoub, en première ligne dans la recherche des véritables commanditaires du chancre de la chanson contestataire kabyle, «il n'y a pas eu de procès», avertissant qu'elle allait «déposer une autre plainte contre X et si elle n'est pas acceptée, internationaliser l'affaire».

Autre dossier récent: Nadia Kerboua, journaliste au quotidien Le Matin —suspendu par les autorités— est arrêtée à l'aéroport des suites d'une plainte parce qu'elle a rendu une voiture de location quelques jours en retard. Condamnée à trois ans de prison ferme par défaut, elle est arrêtée puis relâchée en attendant la suite de son affaire. Disproportionné? Oui, mais c'est la justice algérienne, dont le bras frappe sans aucune retenue.

Un peu plus loin, en décembre 2010, Senni Salah Eddine, PDG d'une entreprise publique, mourait en prison après une longue détention préventive, suspecté de détournement. Triste sort pour lui, à l'image des milliers de cadres emprisonnés sans jugement et libérés par la suite. Le lendemain, un non-lieu était prononcé lors du procès de Senni, dossier vide.

Que se passe-t-il? Rien, la justice fait ce qu'elle veut, Mokrane Aït Larbi, avocat et auteur d'un livre sorti récemment qui montre tout le décalage entre les textes et la réalité des tribunaux, rappelle que «la justice algérienne est basée sur l'intime conviction; en son âme et conscience le juge décide de la peine en fonction de ce qu'il pense et ce qui est prévu par la loi». Mais que dit la loi?

La justice du ramadan

Le ramadan 2011 a commencé le 1er août et les non jeûneurs se sentent déjà traqués, se calfeutrants dans leurs appartements ou se perdant dans la nature, pour ceux qui vivent dans la campagne. Si pour l'instant personne n'a été encore arrêté, l'année dernière plusieurs affaires ont fait la une des journaux.

Le mis en cause: l'article 144 bis 2 du code pénal, «atteinte aux préceptes de l'islam», qui est apprécié différemment selon chaque juge. Mais c'est le même scénario: arrestation, prison et mobilisation, avec à la clé condamnation ou acquittement selon le degré de réaction de l'opinion publique. Pourtant, comme le souligne un avocat:

«Le ramadan n'est que l'un des cinq préceptes de l'islam, avec la prière par exemple. On devrait logiquement mettre en prison tous ceux qui ne font pas la prière.»

Mais encore une fois, ce n'est pas une question de logique; le juge est seul maître de ses décisions et personne ne peut le sanctionner, puisque il y a des cours d'appel et une cour suprême pour les recours.

Si les jeûneurs de Kabylie ont été relâchés, d'autres, moins soutenus ailleurs, ont fait un à deux ans de prison. La justice est-elle plus juste en Kabylie? Non plus, car elle y a condamné à perpétuité trois fonctionnaires qui ont trafiqué des papiers d'état civil pour l'obtention de la nationalité française, mais n'a puni que de cinq ans d'emprisonnement dans l'ouest algérien des malfaiteurs qui ont violé une dizaine de femmes.

Pourtant, il y a en théorie une jurisprudence qui assure l'unification des jugements à travers le pays, comme l'explique l'article 152 pour définir le rôle de la Cour suprême et du Conseil d'Etat —une justice de la justice. Sauf que la Cour suprême ne peut pas s'autosaisir. Seul le justiciable s'estimant lésé peut l'interpeller et celle-ci ne peut de toute façon pas sévir contre un juge, mais simplement annuler un verdict. Quel recours alors pour le citoyen? La corruption, qui en dehors des affaires sensibles et trop médiatisées fonctionne très bien.

Le fonctionnement de la justice

Mis à part la corruption (un verdict sur une banale affaire coûte environ 3.000 euros à détourner), il y a les affaires particulières, politiques ou gros dossiers économiques. Ceux-ci sont généralement pilotés par l'exécutif et tout particulièrement le DRS, les renseignements militaires, qui ont non seulement la prérogative judiciaire, mais disposent officiellement d'un attaché militaire qui épaulé le ministre de la Justice —quand il ne décide pas tout seul des verdicts. Le reste des cas est à l'appréciation du juge.

«Un problème souvent culturel», explique maître Mostefa Bouchachi, président de la ligue algérienne des droits de l'homme, «les magistrats suivent la morale ambiante.»

Pris donc entre le conservatisme de la société et l'autoritarisme du régime, les juges, au bord de la schizophrénie, font et défont les justiciables. Pourtant, un organe chargé de protéger l'indépendance et la santé mentale des juges, le CSM, Conseil supérieur de la magistrature, existe. Un acquis clairement établi dans la Constitution votée après les émeutes d'octobre 1988, qui ont poussé à la libéralisation politique du régime.

La Constitution est jusqu'à aujourd'hui sans ambiguïté: c'est à ce Conseil, calqué sur le modèle français, de gérer les carrières, nominations, promotions et sanctions des magistrats. Hélas, dans les faits, c'est le président de la République —Bouteflika en l'occurrence, très peu démocrate— qui gère toutes ces dispositions, nomme et mute tout le monde.

Vingt-trois ans après l'instauration du CSM, le président de la République, premier magistrat du pays, viole la loi et ne consulte même plus ce Conseil légal, qui n'a plus aucun rôle réel, transformé en simple chambre d'enregistrement des décisions du Très Haut.

Tout comme il n'y a pas de contre-pouvoir législatif, l'Assemblée étant dominée par un groupe de parlementaires dociles souvent passés grâce au trucage électoral, il n'y a qu'un relatif pouvoir médiatique, la preuve étant que cet article peut être publié en Algérie, même s'il peut aussi être l'objet de poursuites pour diffamation et mettre son auteur en prison.

Et il n'y a évidemment pas de contre-pouvoir judiciaire, pilier de la démocratie, les juges vivant dans la hantise d'une mutation ou sanction de l'exécutif. Après 12 ans de Bouteflikisme, le pouvoir judiciaire n'est qu'une instance aux ordres du DRS et de la présidence, qui se partagent le destin de millions de justiciables. Qui, à chaque convocation, tremblent pour leur vie.

Commentaire : le régime de Bouteflika est une dictature, on en a ici une nouvelle preuve. Qu'en pense le PT d'Algérie et le POI qui apparemment entretiennent d'excellentes relations avec ce régime ?

Un article de 20minutes.fr du 25 août

«La France sauve son AAA au moins jusqu'à l'élection présidentielle». (26.08)

INTERVIEW - Le plan anti-déficit du gouvernement permet à la France de sauver la note de sa dette pour l'instant. Le plus dur reste à faire. Analyse avec Norbert Gaillard (1), économiste, consultant à la Banque mondiale et spécialiste des agences de notations.....

Le plan anti-déficit présenté mercredi permet-il à la France de sauver son «AAA»?

L'objectif du plan anti-déficit est clairement une opération pour sauver le «AAA». Un impératif renforcé par la dégradation de la note de la dette des Etats-Unis début août. Les agences de notation ont lancé un signal fort: si la première puissance mondiale peut être dégradée, aucun pays n'est à l'abri.

Les mesures annoncées par le gouvernement Fillon vont éviter une mise sous perspective négative par les agences de la note française. Il n'y a pas de risque qu'elle soit dégradée dans les 12 à 18 mois qui suivent. Le gouvernement n'a donc pas à craindre que des inquiétudes sur une perte par la France de son «AAA» reviennent sur le tapis d'ici à l'échéance présidentielle.

Mais à moyen terme?

Les décisions prises par le gouvernement sont juste de court terme. C'est une agrégation de mesurées avec un biais symbolique comme la taxation des hauts revenus. Elle va générer 200 millions d'euros de recettes soit à peine 2% des économies attendues par le plan anti-déficit. Il va malgré tout permettre d'arriver à un budget en déficit de 4,5% du PIB l'an prochain et de 3% en 2013 contre 5,7% en 2010. Mais il n'y a pas de quoi pavoiser. L'Allemagne compte revenir à l'équilibre entre 2013 et 2014. Et en attendant, la dette française va continuer à gonfler.

Comment garantir le «AAA» de la France à plus long terme?

Les agences de notation sont très attachées aux réformes en profondeur. Pour conserver sa note, la France pourra difficilement y échapper.

Dans l'absolu, ces agences verraient d'un très bon œil que la TVA soit relevée d'un point ou deux. A cela, s'ajouterait une nouvelle réforme des retraites avec à la clé un relèvement de l'âge de départ entre 65 et 67 ans doublé d'un allongement de la durée de cotisations à 43 ans.

Les autres pistes seraient également de diminuer les pensions des retraités de 5% sur 5 ans, de rendre l'impôt sur le revenu plus progressif et d'imposer plus lourdement les hauts-revenus.

Ce seraient des mesures fortes de moyen-long terme pour que la France puisse se dégager davantage de marge de manœuvre.

(1) Auteur de l'ouvrage Les agences de notation, aux éditions La Découverte.

Commentaire d'un internaute.

- "il a juste oublié de vous dire qu'avec 3000 milliards d'euros qui s'échangent sur la place parisienne TOUS LES JOURS, si on taxait la somme des transactions à 0,01% cela reviendrait à 300 millions d'euros tous les jours * 254 (jours ouvrés) = 76 milliards d'euros par an.

Et après ça le premier ministre nous amuses avec son plan d'austérité à 12 milliards et à coup d'augmentation de 10% sur les clopes.

J'entends déjà des gens qui n'ont jamais rien compris à la bourse dire oui mais si tu fais cela tout le monde va placer sur les autres bourses européennes.... A cela je voulais dire que l'imposition depuis cette année sur les bénéfiques, et sur la spéculation à 20% dès le premier centimes gagnés n'a pas fait disparaître les

traders sur les salles de marchés de Paris....et je parle en connaissance de cause, je suis trade à mon niveau."

Un article du monde.fr du 25 août

"Les tribus, un élément central dans la construction de la nouvelle Libye". (26.08)

Le futur gouvernement devra réussir à trouver un équilibre entre les différentes tribus qui composent la Libye. Comme avec Mouammar Kadhafi, elles seront le critère indispensable pour assurer une certaine cohésion dans le pays, estime Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (Cermam), à Genève.

Quelle est l'importance des tribus en Libye ?

Il y a cinq ou six grandes tribus, et des dizaines de sous-tribus, implantées dans certaines régions du pays. Les tribus ont pris une dimension plus déterminante dans le système politique libyen après l'instauration du Livre vert de Mouammar Kadhafi, au milieu des années 1970. Le lien tribal est alors devenu le seul socle de stabilité, mais aussi une valeur refuge sociale très importante. Donc le fondement du système social en Libye, c'est l'appartenance à la tribu. Cependant, le Livre vert imposé par Kadhafi, qui voulait se greffer sur ce système tribal, a été rejeté par les principaux intéressés.

Dans ce cas, comment Kadhafi a-t-il pu rester au pouvoir pendant quarante-deux ans ?

Il a su tirer profit de cette nature tribale de la société en jouant habilement le rôle de balancier entre les différentes tribus. Bien sûr, il a favorisé sa propre tribu en lui donnant des positions importantes, notamment sur le plan sécuritaire, mais il a également acheté l'allégeance des autres, en leur assurant une promotion économique et sociale. Kadhafi a joué entre équilibre régional et équilibre tribal et a toujours essayé de ne jamais se fâcher avec les chefs ou les notables de tribu, à l'exception des Warfala [présente essentiellement à Benghazi, dans l'est du pays] qui sont responsables de la tentative de coup d'Etat de 1993.

Quel comportement ont adopté les tribus durant les six derniers mois ?

L'insurrection du 17 février n'était pas tribale, mais plutôt organisée par des activistes et des jeunes. Donc le premier réflexe du régime libyen a été de s'assurer du soutien des chefs de tribu. Mais ceux-ci ont bien vu que c'était quelque chose qui les dépassait.

Il y a dès lors eu une division en fonction des alliances avec Kadhafi. Et aussi au sein même des tribus : certains appelaient à soutenir la révolution et certains affichaient leur soutien au régime. Mais d'une manière générale, la grande majorité des tribus avait choisi de soutenir l'insurrection, ce qui a fait son succès. Leur position a aussi été intelligente, car elles ont épargné au pays d'avoir une grande guerre tribale.

Les tribus vont-elles jouer un rôle important dans les prochaines semaines ?

Oui, elles seront un élément central dans la construction de la Libye. D'abord en étant présentes dans des organes comme le Conseil national de transition (CNT). Tous les membres du CNT ont été choisis en fonction de leur appartenance aux différentes tribus et, surtout, en fonction de leur appartenance aux différentes régions de la Libye. Ce sera également un critère important lors des prochaines élections pour s'assurer que tout le pays est représentée au sein des instances de transition. L'organisation prochaine d'une conférence des tribus a d'ailleurs été évoquée.

Enfin, quoi qu'il arrive, les tribus resteront toujours les référents indispensables de la nouvelle élite qui dirigera le pays. Depuis l'arrivée au pouvoir de Kadhafi, il n'y a pas eu d'expression politique, que ce soit avec des syndicats ou des partis. En revanche, les appartenances tribales ont toujours existé. Elles seront donc le critère indispensable pour assurer une certaine cohésion dans le pays.

Le risque de guerre civile est-il écarté ?

Tout dépendra de la gestion des nouvelles instances. Si elles tiennent compte de cet équilibre tribal et régional, elles pourront éviter des tensions. En revanche, s'il y a une injustice ou une mauvaise gestion des équilibres, on risque de braquer certains chefs locaux. On peut s'attendre, par exemple, à ce que les membres de la tribu Warfala, mis à l'écart par le régime de Kadhafi, veuillent obtenir des postes importants.

Un article de 20minutes.fr du 24 août

Plan d'austérité: Les principales mesures annoncées. (26.08)

Le gouvernement a présenté mercredi un plan d'austérité de 12 milliards d'euros. Le détail des mesures...

Taxe sur les hauts revenus: D'un montant de 3%, elle s'appliquera sur le revenu fiscal de référence à partir de 500.000 euros. Recettes estimées : 200 millions d'euros

Heures supplémentaires: Rien ne change pour les salariés. Ils continueront à bénéficier des abattements. En revanche, les heures sup' sont intégrées dans le barème des allègements généraux de charges afin de limiter les risques d'optimisation fiscale. Traduction, elles coûteront plus chères aux entreprises. Le gouvernement espère récolter 600 millions d'euros.

Plus-values immobilières: Suppression de l'abattement dérogatoire de 10% par an sur les plus-values immobilières (sauf résidence principale). Le gouvernement espère gagner 200 millions d'euros en 2011 et 2,2 milliards en 2012.

Complémentaires santé: La suppression de l'exonération partielle de taxe spéciale sur les conventions d'assurance pour les contrats dits «solidaires et responsables» pourraient amener 1,2 milliards d'euros de recettes en 2012.

Impôt sur les sociétés: Le gouvernement veut rapprocher l'imposition entre la France et l'Allemagne et limiter aux entreprises la possibilité de reporter leurs déficits. Le gain espéré est de 0,5 milliard cette année et 1,5 milliard d'euros en 2012

Parcs à thèmes (foires, salons, manèges...): La TVA sur les billets d'entrée passe de 5,5% à 19,6%. Cette mesure devrait rapporter 90 millions d'euros en 2012.

Tabac: les prix du tabac vont augmenter de 6% en octobre et à nouveau de 6% dans le courant de 2012. La mesure rapportera 90 millions d'euros dès 2011 et 600 millions d'euros en 2012.

Alcool fort: Une majoration du prix de 90 centimes par litre pour une bouteille supérieure à 40 degrés d'alcool va rapporter 340 millions d'euros en 2012.

Sodas: Les boissons avec du sucre ajouté verront leur prix augmenter en 2012. La mesure devrait générer des recettes supplémentaires de 120 millions d'euros

Outre-Mer: La suppression de l'abattement de 30% sur le bénéfice imposable des entreprises dans les départements d'outre-mer améliorera les recettes de 100 millions d'euros.

Forfait social: Le forfait est relevé à 8% contre 6% auparavant. Il s'agit, entre autres, des sommes versées par les employeurs à leurs salariés dans le cadre de l'épargne salariale. Cela va rapporter 410 millions d'euros en 2012.

Revenu du patrimoine: Les revenus du patrimoine (intérêts, dividendes, plus-values, produits d'assurance-vie, revenus fonciers...) sont soumis aux prélèvements sociaux à un taux global de 12,3 % (CSG, CRDS, prélèvement social, contribution additionnelle de solidarité et prélèvement additionnel). Il est proposé de le faire passer à 13,5 %. Recettes attendues : 190 millions d'euros dès 2011 et 1,3 milliard d'euros en 2012.